

Elikia M'BOKOLO

L'Afrique et le XX^e siècle : dépossession, renaissance, incertitudes

L'histoire de l'Afrique au XX^e siècle semble encore aujourd'hui, à plus d'un titre, toujours à faire. Dans un monde où domine la vision des grandes puissances et des institutions qui en ont émané, la place de l'Afrique dans les relations internationales oscille ainsi, presque à défaut, entre la gloire et la tristesse : gloire d'un continent qui a su reconquérir en partie ce dont il avait été dépossédé par la colonisation, tristesse d'une Afrique apparemment souveraine où le meilleur ne l'a que rarement emporté sur le pire. Et pourtant, si la dépossession et la renaissance du continent n'ont cessé d'être mêlées dans un même processus historique de construction de l'indépendance, une Afrique nouvelle se dessine depuis le début des années 80, plus autonome et plus ouverte, mais aussi plus diverse et plus complexe que ne le laissait présager le paysage assez homogène de l'indépendance retrouvée.

Politique étrangère

Réduite à la lecture dominante des relations internationales qui fait la part belle aux États et à leurs organismes ainsi qu'aux structures et institutions internationales, l'histoire de l'Afrique au XX^e siècle apparaîtrait bien simple, pauvre et triste pour les uns, glorieuse pour les autres : d'abord, une Afrique dépossédée, avec des territoires dominés par les colonisateurs au début du siècle ; puis, à partir de la fin des années 50, une Afrique souveraine, avec des États modernes et indépendants, la prouesse représentée par ce retour à la souveraineté étant toutefois ternie par les difficultés à trouver une stabilité et un rythme cohérent de développement.

On sait que l'anthropologie et la sociologie nous ont donné une autre lecture, fondée essentiellement sur le couple antagoniste « tradition »/« modernité », dont on trouve l'une des toutes premières

énonciations dès 1926, sous la plume de l'africaniste Maurice Delafosse : « *De ce heurt imprévu entre deux civilisations, dont l'une [l'européenne] avait marché tandis que l'autre [l'africaine] était restée stationnaire, il est résulté fatalement une période de trouble et de malaise dont on se demande quelles seront la durée et l'issue. La culture européenne détruira-t-elle l'édifice social africain et y substituera-t-elle l'édifice social européen ? Ou bien la civilisation africaine résistera-t-elle victorieusement à l'emprise de la civilisation européenne ? Ou encore des réactions réciproques de l'une sur l'autre naîtra-t-il une civilisation intermédiaire qui conservera le fond africain en le déguisant sous une vêtue européenne ?* »¹

On voit enfin que les secousses qui ébranlent aujourd'hui maintes régions d'Afrique donnent lieu à d'autres interprétations encore, privilégiant la coupure du siècle entre un temps, relativement long, de la stabilité (coloniale et post-coloniale) et, depuis une décennie environ, un temps de la crise, temps court, certes, mais qui ouvrirait sur des incertitudes durables.

À l'opposé de ces lectures binaires, dont les éléments contradictoires se succèdent dans le temps tout en s'excluant, je dirais volontiers que le XX^e siècle offre à l'analyse trois Afriques : les deux premières – l'Afrique dominée et l'Afrique renaissante – coexistent dès le début du siècle, quoique leurs origines et leurs caractéristiques remontent plus loin dans le passé ; la troisième – l'Afrique nouvelle – est bien un produit du siècle, dont le profil est visible dès les années 30. Ce sont les articulations instables de ces trois Afriques qui dessinent les configurations troublantes de l'Afrique au seuil du XXI^e siècle.

L'Afrique dominée

De l'Afrique, tout n'a pas été dominé. Ce qui l'a été, ce sont les territoires que les États européens s'empressaient de se partager, les ressources naturelles que colons et grandes entreprises voulaient s'approprier, les hommes enfin qui n'intéressaient les administrations qu'en tant que force de travail à mobiliser par la contrainte. D'intensité inégale selon les lieux, cette domination s'est renforcée avec le temps.

1. Préface à Paul Salkin, *Problème de l'évolution noire. L'Afrique centrale dans cent ans*, Payot, Paris, 1926, p. 8.

Et bien qu'elle ait décliné dans les domaines les plus visibles, son empreinte reste essentielle dans l'Afrique actuelle.

L'année 1900 se situait au cœur de la première occupation coloniale, celle des arrangements diplomatiques et des partages territoriaux entre les grandes puissances, celle des conquêtes et des « pacifications », celle enfin de la prise en charge effective des sociétés africaines par les colonisateurs européens, au milieu de violences extrêmes. Commencée dans les années 1870, cette phase n'allait s'achever qu'au cours de la décennie 1920. Bon gré, mal gré, les territoires acquis par les Européens sur la côte atlantique, en Afrique du Sud et dans l'océan Indien sous l'Ancien Régime, puis en Algérie et dans le golfe de Guinée pendant les deux premiers tiers du XIX^e siècle, durent s'inscrire dans la dynamique nouvelle de la colonisation impérialiste, subissant des modèles nouveaux de domination étrangère et fournissant des hommes pour des conquêtes territoriales désormais plus ambitieuses. La colonisation impérialiste sonna également le glas des hégémonies impériales non européennes, celle de l'Égypte, lancée depuis Muhammad Ali à la conquête des pays du Sud, et celle de Zanzibar, dont les marchands arabes et swahilis avaient acquis des enclaves loin vers l'ouest, au-delà des Grands Lacs, avec les encouragements des sultans d'Oman, installés dans l'île depuis 1840.

La domination de l'Afrique fut donc le fait exclusif des grandes puissances européennes – France, Grande-Bretagne et Allemagne – dont les rivalités, les conflits et les compromis ont trop longtemps rempli les chroniques de l'histoire africaine aux dépens des transformations et des initiatives des sociétés et des États africains eux-mêmes. Ayant évincé les pays de l'Europe du Nord, ci-devant négriers – les Pays-Bas, le Danemark et la Suède –, les trois grands de l'Europe durent néanmoins ménager de la place pour les puissances de second ou de troisième rang – la Belgique, le Portugal, l'Italie, l'Espagne – dont ils espéraient bien recevoir les dépouilles à la première occasion. Ces calculs se révélèrent bien vains, car ce fut l'un des trois grands, l'Allemagne, qui se vit dépouiller de ses colonies au profit de la Belgique (Rwanda, Urundi), de la France et de la Grande-Bretagne (Togo, Cameroun) et de l'Union sud-africaine (Sud-Ouest africain). Quant aux rares États africains indépendants en 1900, ils durent aussi revoir à la baisse leurs prétentions à la souveraineté. Le Maroc ne

tarda pas à passer sous le protectorat de la France (1912). L'Éthiopie, victorieuse de l'Italie en 1896, mais convoitée et encerclée par des impérialismes rivaux, dut subir l'occupation du fascisme mussolinien de 1936 à 1941. Quant au Liberia, son indépendance s'avéra purement nominale, colonisé qu'il était par des Noirs venus des États-Unis, avant de voir son économie dominée par le dollar américain et par la toute-puissance de la firme *Firestone*.

Conquêtes brutales accompagnées d'innombrables bavures militaires ; pacifications lentes, insidieuses et tenaces ; pillage du caoutchouc, de l'ivoire et du bois succédant aux éphémères ruées vers le diamant ou l'or ; chasse aux hommes récalcitrants ; arbitraire et folie d'administrateurs et d'aventuriers livrés à eux-mêmes : on ne dira jamais assez l'ampleur de la terreur que cette première occupation a introduite « *au cœur des ténèbres* ». Il était alors partout admis, comme le déclara Sir Thomas Watt, citoyen sud-africain d'origine anglaise, qu'« *aucune considération éthique telle que les droits de l'homme ne serait autorisée à barrer la route* » à la domination blanche².

Parmi les multiples paradoxes de cette première occupation, deux au moins gardent sens pour l'Afrique d'aujourd'hui. L'Europe colonisatrice était une Europe engagée dans un profond processus de démocratisation et qui, tout en consolidant l'État de droit et les droits des citoyens sur son propre territoire, tolérait ou légitimait dans ses périphéries d'outre-mer la négation ou la violation de ces mêmes droits, au nom de l'inégalité des races, de la différence entre les cultures et les mentalités ou encore de l'efficacité économique³. D'où ce double langage qui institua une sorte d'exception africaine sur laquelle se fondront, au-delà des indépendances, les safaris militaires au secours de dictatures discréditées et les compromissions avec des régimes corrompus. Mais, en même temps, le voile jeté sur les affaires d'outre-mer ne découragea jamais des esprits lucides et courageux de protester contre la gravité de ces manquements et de porter témoignage au nom de l'universalité des droits de l'homme ; et le XX^e siècle naissant fut aussi celui d'un humanitarisme vigoureux en direction de l'Afrique. Comme aujourd'hui, on vit donc s'opposer deux humanitarismes : du

2. Leonard Barnes, *Caliban in Africa. An Impression of Colour Madness*, Philadelphie, 1931, cité par Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*. II. *L'impérialisme*, Le Seuil, Paris, 1984, p. 168.

3. Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Présence africaine, Paris, 1950.

côté des États, l'humanitarisme hypocrite et cynique, chargé de calculs mercantiles, géostratégiques ou politiques, d'un Léopold II, d'un Jules Ferry ou d'un Cecil Rhodes ; de l'autre côté, l'humanitarisme qui, né avec la *Congo Reform Association* (1904-1913) contre l'action de Léopold II en Afrique centrale, va condamner d'abord les abus de la colonisation, puis la colonisation elle-même et, finalement, la continuation des injustices aux dépens de l'Afrique.

Ce temps des commencements institue comme une toile de fond sur laquelle les époques ultérieures vont faire des retouches. Les plus importantes viendront de la « *deuxième occupation coloniale* »⁴ qui intervient à partir de 1945-1946, après les secousses de la grande crise économique des années 30 et de la Seconde Guerre mondiale. L'État désormais se veut plus présent, plus volontariste, plus interventionniste.

Jusqu'alors, en effet, le développement d'une économie capitaliste coloniale avait été laissé à l'initiative des maisons de commerce et d'un petit nombre de banques et d'entreprises. Perçues par quelques colons dès les années 30, les limites d'un tel mode de développement devinrent évidentes aux yeux de tous. On élaborait partout d'ambitieux plans de développement dont le financement vint principalement des colonies elles-mêmes, grâce aux recettes fiscales gonflées par le boom général que connurent, jusqu'au milieu des années 50, exportations minières et produits tropicaux. Mais, plus que les apports des États colonisateurs, la grande nouveauté fut la contribution, aux conséquences durables, des organismes des Nations unies et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), c'est-à-dire des États-Unis⁵.

L'interventionnisme économique de l'État alla de pair avec une emprise plus grande sur les colonies, à la fois politique, territoriale, sociale et administrative. Cette emprise fut justifiée par les nouvelles fonctions de l'État présenté comme essentiellement technicien, grâce à l'importance accordée à l'agriculture, à la santé, à la scolarisation et aux infrastructures. Le quadrillage des territoires devint plus rigoureux dans la mesure où les administrateurs européens purent compter

4. D.A. Low, et A. Smith, eds., *History of East Africa*, vol. III, Clarendon Press, Oxford, 1976, p. 12.

5. Lord Hailey, *An African Survey. A Study of Problems Arising in Africa South of the Sahara*, éd. revue, Oxford University Press, 1957, p. 1329-1331.

non seulement sur les chefs indigènes, revalorisés dans tous les régimes coloniaux, mais aussi sur un corps plus nombreux de fonctionnaires africains. L'encadrement de la société se renforça à son tour, grâce à la multiplication des institutions socioéconomiques et culturelles suscitées par le transfert aux colonies du projet d'État providence. Partout l'immigration européenne s'accrut, augmentant le nombre des colons dans des proportions inconnues et créant de nombreux foyers de tensions. Si le racisme colonial ne subsista qu'en Afrique du Sud et dans ses dépendances, la *barrière de la couleur* restait vivace dans la plupart des colonies. Plus grave, à la condescendance paternaliste s'ajouta une rigidité politique qui refusait aux Africains non seulement l'indépendance mais même les réformes prudentes réclamées par une petite bourgeoisie avide de participer de manière plus visible à la gestion des affaires publiques.

L'indépendance a rompu les liens juridiques de cette double occupation mais conservé intacte la dépendance économique. Et ce n'est pas par hasard que, de Kwame Nkrumah à Léopold Sédar Senghor et Julius Nyerere, les dirigeants africains de tendances très diverses parlent, pour l'évoquer, de néo-colonialisme. Au sein de celui-ci, point de développement possible. Car, à la différence de l'Asie et de l'Amérique latine, où des États se sont engagés avec succès dans un processus d'industrialisation et de développement, l'Afrique est restée le seul continent naguère colonisé où ne se perçoit aucun développement. Pourtant, quoique l'on évoque sa situation comme celle d'un continent « marginalisé » dans le cadre de la « mondialisation », la part du commerce extra-continentale dans le PNB (45,6 % en 1990) y est plus importante que partout ailleurs (12,8 % pour l'Europe ; 13,2 % pour l'Amérique du Nord ; 15,2 % pour l'Asie ; 23,7 % pour l'Amérique latine)⁶. C'est que, malgré les projets coloniaux de « mise en valeur » et les projets nationaux de « développement », en vogue dans les années 60 et 70, les États africains se sont laissés enfermer dans une division internationale du travail aujourd'hui dépassée. Celle-ci a fait de l'Afrique un continent exportateur d'abord de métaux précieux (XV^e et XVI^e siècles), puis de main-d'œuvre (XVI^e et XIX^e siècles), enfin de matières premières végétales et minérales

6. S. Cordelier, *La mondialisation au-delà des mythes*, La Découverte, Paris, 1997, p. 141.

(XIX^e et XX^e siècles). Le XX^e siècle, de ce point de vue, n'innove pas : les « miracles économiques » d'hier (celui, par exemple, de la Côte d'Ivoire exportatrice de produits végétaux) et d'aujourd'hui (celui des pays exportateurs de pétrole) s'inscrivent dans une logique de très longue durée, subie plutôt que voulue.

L'Afrique renaissante

Car, parallèlement à l'Afrique dominée, il y a toujours eu une Afrique renaissante. Plus précisément, dans l'ordre de la durée, la problématique de la « renaissance africaine » déborde, en amont comme en aval, le temps relativement court de la domination coloniale, indiquant par sa durée même la présence prolongée de certains défis et questionnements et de certaines réponses.

Inaugurant, au début de l'an 2000, l'Institut pour la renaissance africaine, le président sud-africain Thabo Mbeki est revenu sur ce thème important à ses yeux, en affirmant : « *L'heure de l'Afrique a sonné : la victoire est certaine.* » Or, en procédant à la manière d'une rétro-histoire, on constate que c'est à peu près dans les mêmes termes que se sont exprimés plusieurs représentants des générations politiques antérieures : en 1962, à Accra, Kwame Nkrumah, président du Ghana, inaugurait le premier Congrès international des africanistes avec le même thème ; en 1937, à Accra encore, Nnamdi Azikiwe, récemment revenu des États-Unis et installé au Ghana comme journaliste, avant de rentrer au Nigeria dont il sera le premier président, publiait *Renasant Africa*, un livre qui exerça une grande influence parmi la jeunesse de l'époque ; trente ans plus tôt encore, les mêmes idées agitaient une pléiade de brillants intellectuels et agitateurs politiques parmi lesquels le Sud-Africain P. K. Isaka Seme, dont le discours – *The Regeneration of Africa* –, prononcé à Columbia University en 1906, lui valut le premier prix de la Curtis Medal Orations et devint pour tout le XX^e siècle la référence d'un grand nombre d'intellectuels et dirigeants africains⁷.

7. Le discours d'Isaka Seme est intégralement reproduit dans la conférence de Nkrumah Kwame, « Africa's Glorious Past. Opening the First International Congress of Panafricanists. December 12, 1962 », dans S. Obeng, ed., *Selected Speeches of Kwame Nkrumah*, Accra, Afram Publications, 1997, p. 161-165. Voir aussi I. Geiss, *The Pan-African Movement*, Methuen & Co, Londres, 1974 et C. Laronde, *Kwame Nkrumah, les États-Unis et le panafricanisme*, Karthala, Paris, 2000.

Ainsi, du point de vue de l'Afrique renaissante, le XX^e siècle s'est ouvert avec le désir et la perspective d'un avenir positif pour le continent. Certes, en apparence, la Conférence panafricaine (23-25 juillet 1900) – la première du nom – n'était que médiocrement « africaine », réunie qu'elle était à Londres et, de surcroît, avec une trentaine de participants dont trois ou quatre seulement venaient d'Afrique. Mais les questions qu'elle posa alors devaient interpeller tout notre siècle : « *The problem of the twentieth century is the problem of the color line, the problem as to how far differences of race, which show themselves chiefly in the color of the skin and the texture of the hair, are going to be made, hereafter, the basis of denying to over half the world the right of sharing to their utmost ability the opportunities and privileges of modern mankind.* » Énoncée avec force en 1900, cette prise de position trouvait ses fondements dans une longue maturation, commencée au sein des diasporas africaines à la fin du XVIII^e siècle : ainsi se constitua la matrice de tous les arguments de l'idéologie de la renaissance africaine et de ce que l'on appelle aujourd'hui, depuis une vingtaine d'années, l'afrocentrisme.

Certains puisaient dans l'histoire, reprenant à leur compte les arguments de Johannes Blumenbach, de Volney, de l'abbé Grégoire ou d'Edward Blyden, que l'on retrouvera à la fin du XX^e siècle chez le Sénégalais Cheikh Anta Diop et ses disciples : l'antériorité des civilisations africaines et leur unité fondamentale ; leur primauté par rapport aux civilisations les plus proches de la leur, celles du Moyen-Orient et de l'Occident ; enfin, leur dégénérescence et leur corruption sous l'influence destructrice du capitalisme européen⁸. D'autres voyaient dans les accomplissements prometteurs et les succès indiscutables, tant politiques que militaires et intellectuels, des États africains restés indépendants (Éthiopie, Liberia) ainsi que dans certaines individualités africaines la preuve que les Africains étaient capables de gérer eux-mêmes leurs affaires, ce qui ouvrait la voie à la critique puis au rejet pur et simple de la colonisation. D'autres enfin évoquaient, pour cette Afrique libérée de l'emprise étrangère, d'innombrables possibilités de développement, à condition que ses territoires

8. Voir, avant tout, l'œuvre de Cheikh Anta Diop et de ses disciples, *Présence africaine*. E. Williams, *Capitalism and Slavery*, Chapell Hill, Londres, 1944. W. Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa*, Bogle-
L'ouverture, Londres. S. Howe, *Afrocentrism : Mythical Past and Imagined Homes*, Verso, Londres, 1998.

morcelés sachent se regrouper dans de vastes unions régionales ou au sein d'un grand ensemble continental.

Utopies ? Rêves d'intellectuels ? Longtemps limités à l'action pétitionnaire et confinés dans les métropoles d'outre-Atlantique et d'Europe, les adeptes de la renaissance africaine surent assez rapidement se donner une politique et élargir leurs rangs et leurs bases, en mettant à profit la situation nouvelle créée par les deux guerres mondiales. Ne les vit-on pas, réunis opportunément à Paris, en 1919, en même temps que la conférence de paix, essayer, sans succès il est vrai, d'obtenir des grandes puissances l'application à l'Afrique du principe wilsonien du « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » ? L'association avec le communisme, prônée par certains devant l'immobilisme des puissances réunies à Versailles, fut rapidement rejetée au nom de la spécificité africaine et de la nécessaire autonomie par rapport à l'URSS⁹. Très lourde de conséquences fut l'agression de l'Italie fasciste contre l'Éthiopie, symbole vivant de l'identité et de l'excellence africaines. Si le projet de lever une armée africaine, voire une « force noire » contre l'Italie fasciste, n'aboutit pas et si, à plus long terme, l'Éthiopie gagna dans cette crise un surcroît de prestige dont elle se servit pour devenir le héraut de l'indépendance et de l'unité africaines, la crise éthiopienne consacra, dans l'immédiat, le passage à une autre époque de la « renaissance africaine » avec ses caractéristiques propres : entrée en scène d'une nouvelle génération incarnée par Jomo Kenyatta et Kwame Nkrumah, l'un et l'autre exilés d'Afrique ; mise au point de techniques de mobilisation des masses qui attirèrent vers les élites la petite bourgeoisie des villes africaines mais aussi les masses rurales et urbaines ; et détermination d'en finir avec l'ordre colonial¹⁰. Il n'est d'ailleurs pas sûr que cette effervescence se soit limitée aux seules colonies anglaises ; et la problématique de la « négritude », développée dans les années 30 par Léopold Sédar Senghor et Aimé Césaire, ajouta une dimension supplémentaire, culturelle et radicale à la fois, au courant dominant, essentiellement politique, de la renaissance africaine.

9. G. Padmore, *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, Présence africaine, Paris, 1960.

10. S. K. B. Asante, *Pan-African Protest : West Africa and the Italo-Ethiopian Crisis, 1934-1941*, Longman, Londres, 1977.

Ainsi la revendication de l'indépendance, clairement formulée dès 1945 par le cinquième congrès panafricain réuni à Manchester, s'inscrivit-elle davantage dans ce processus de maturation prolongée que dans les calculs à court terme des chancelleries et ministères européens, dont les plus optimistes donnaient à l'Afrique, en 1945, au moins trente ans pour accéder à la souveraineté. Cette revendication réussit à s'articuler avec toute une série de mouvements politiques, insurrectionnels, culturels, religieux et syndicaux apparus le plus souvent dans les années 30, voire dès le début du XX^e siècle (comme les Églises prophétiques et séparatistes constituées à la fin du XIX^e siècle ou le parti politique *African National Congress* créé en 1912).

L'Afrique nouvelle

L'annus mirabilis – 1960 –, qui vit tant de pays africains accéder à la souveraineté, appartient donc à plusieurs histoires : d'abord, à celle des entreprises de colonisation, publiques et privées, très vite discréditées mais habiles à trouver des alternatives à la domination politique directe ; ensuite, à celle de la renaissance africaine, engagée sous ses multiples figures dans la recherche de toutes les voies de l'émancipation. Mais, à s'en tenir à ces deux acteurs, on peut se laisser enfermer dans le dilemme qui a longtemps dominé les travaux sur les indépendances africaines : s'agit-il d'« indépendance conquise » par les Africains eux-mêmes ou d'« indépendance octroyée » par le colonisateur, moyennant de subtiles négociations dans lesquelles les hommes d'État africains n'auraient pris que les apparences de la souveraineté ? En fait, dans tous les cas – des plus « radicaux » (comme la Gold Coast de Kwame Nkrumah, les colonies portugaises ou la Rhodésie de Robert Mugabe) aux plus « modérés » (comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire) –, il y eut constamment une combinaison, dans des proportions variables, entre lutte et négociation. C'est que les partis et les meneurs politiques purent compter avec l'appui momentané ou durable de forces sociales nouvelles.

Il ne faudrait pas voir en celles-ci, cependant, le produit direct et volontaire de la colonisation. Ce serait faire la part trop belle à l'État colonial comme agent de déstructuration et de restructuration des sociétés africaines. Certes, sous ses variantes successives – militaire, autoritaire et libérale –, la colonisation a produit un grand nombre de dynamiques

sociales, à la fois directement, par le rôle de certains appareils d'État (en particulier l'armée, l'administration, l'école), et indirectement, par les effets de ses modes de gestion et de ses politiques économiques, sociales et culturelles. Mais, pour bien inscrire ces dynamiques dans le siècle, il faut les rapporter à une durée plus longue. Il apparaîtrait alors qu'en amont, plusieurs des dynamiques sociales attribuées à l'État colonial lui sont en réalité antérieures, comme le fait urbain, l'émancipation des esclaves et des cadets sociaux, l'émergence d'« hommes nouveaux » ou l'accentuation des clivages fondés sur la richesse acquise plutôt que sur la naissance¹¹. En aval, l'État post-colonial à son tour, a, sous ses deux formes successives – l'État maximal des années 60 et 70, l'État minimal des années 80 et 90 –, produit des dynamiques sociales à la fois en continuité et en rupture avec ces deux histoires.

C'est d'abord dans le domaine le plus visible, celui de l'action politique, que l'on peut repérer le moment précis de l'apparition de ces forces nouvelles, essentiellement les femmes et les jeunes, entre 1930 et 1950. Il était clair, alors, que personne ne les contrôlait, ni assurément le pouvoir colonial, ni même les élites émergentes de la renaissance africaine. À ces élites, ces forces nouvelles n'ont certes pas ménagé leur soutien, comme l'attestent à la fois la grève des femmes de Lomé contre les abus de la colonisation, en 1931 ; la marche des femmes de Grand-Bassam contre la répression des cadres du Rassemblement démocratique africain, en 1949 ; et, surtout, les figures aujourd'hui mythiques des *market women* et des *verandah boys* mobilisés par la CPP (*Convention People's Party*) de Kwame Nkrumah pour obtenir du pouvoir colonial britannique l'indépendance du Ghana, dès 1957. Et pourtant, l'indépendance une fois acquise, ces forces allaient entrer en action contre les pouvoirs post-coloniaux et servir de fer de lance aux stratégies d'évitement et de contestation des pouvoirs en place ainsi qu'aux processus dits de « démocratisation » des années 80 et 90.

Ce que ces processus récents, articulés sur une durée plus longue, mettent ici en lumière, c'est la diversité et l'hétérogénéité des trajec-

11. Voir, par exemple, les classiques : K. O. Dike, *Trade and Politics in the Niger Delta, 1830-1885*, Clarendon Press, Oxford, 1956 ; G. I. Jones, *The Trading States of Oil Rivers. A Study of Political Development in Eastern Nigeria*, Oxford University Press, Londres, 1963 ; J. Iliffe, *The African Poor. A History*, Cambridge University Press, 1987.

toires à la fois individuelles et collectives des acteurs sociaux, la multiplicité des enjeux auxquels ils sont confrontés et, enfin, la nature de leurs réponses, qui se révèlent autonomes, profondément ancrées dans les réalités nationales en même temps qu'articulées sur les données internationales et mondiales.

Ce paysage très complexe peut donner l'impression (confortée par les moyens de communication et par ces nouveaux intervenants sur la scène africaine que sont les ONG internationales et les organismes humanitaires et financiers) que l'Afrique post-coloniale est en pleine crise. En réalité, nous assistons à l'élaboration prolongée de nouvelles formations sociales, avec les clivages sociaux, les confrontations et les négociations dans lesquelles les groupes sont engagés, ainsi que les représentations et les productions imaginaires qu'ils génèrent. Cette effervescence renvoie à des enjeux multiples. Ils ne concernent pas seulement, ni peut-être d'abord, la conquête et la gestion des pouvoirs à l'échelle des États. Mais ils se rapportent en premier lieu au cadre de vie des individus et des groupes, ce qu'expriment les multiples conflits à propos de l'occupation et de la gestion de la terre en milieu urbain et rural, de la signification et de la légitimité des frontières, de l'exploitation des ressources naturelles et de ses effets sur l'environnement, et du transfert de compétences du centre de l'État vers la périphérie dans le cadre de politiques de décentralisation de plus en plus en vogue.

Parallèlement se multiplient et se diversifient les stratégies et pratiques identitaires. À cet égard, l'ethnie, l'ethnicité et l'ethnisme apparaissent désormais comme des catégories trop réductrices, surtout si on les associe à de prétendues « traditions », pour rendre compte de ces phénomènes. Les phénomènes d'autochtonie se situent en effet à plusieurs échelles, locales, régionales, nationales, intrafrontalières et transfrontalières : ils apparaissent dans de nombreux cas, à l'instar des régions pétrolières du Nigeria, comme des réactions aux effets locaux de certaines formes du capitalisme contemporain. Mais, en même temps, ces fraternités d'exclusion n'empêchent pas l'extension de réseaux d'intégration produits dans la gestion quotidienne de la citoyenneté, de la pénurie, de l'exclusion, de la marginalité et des plaisirs : fraternités de quartier, camaraderies d'école ou de travail, associations d'entraide et de solidarité financière, fraternités religieuses, groupes thérapeutiques,

réseaux d'illégaux de tous ordres (migrants, colporteurs, clandestins) ou groupe récréatifs et de SAPE (Société des ambianceurs et personnes élégantes)... À l'échelle des individus et des groupes, c'est la pluralité des appartenances qui l'emportent. Particulièrement visibles en milieu urbain, ces phénomènes affectent aussi largement les zones rurales sous l'impulsion d'intermédiaires sociaux, politiques et culturels et de « courtiers en développement » de plus en plus divers : chefs coutumiers, fonctionnaires, élus, notables, chefs et prédicateurs religieux, jeunes déscolarisés, universitaires déclassés, élites professionnelles...¹²

Ce qui semble en jeu ici, finalement, c'est moins la gestion des legs territoriaux et politiques de la colonisation et des pratiques étatiques et économiques post-coloniales qu'une sorte de renégociation globale de tous les héritages et de toutes les pistes d'avenir. Au regard de l'historien, ces phénomènes ne s'observent ni avec pessimisme ni avec optimisme. Cependant, leur complexité, l'interaction des multiples durées qui les animent, et les rapports sans cesse fluctuants des forces et groupes sociaux qui leur servent de support devraient prémunir contre les jugements hâtifs sur le devenir irrémédiablement sombre auquel l'Afrique serait condamnée. Cela d'autant plus que cette partie de l'humanité ne cesse d'accroître son poids dans le monde : forte seulement de quelque 138 millions de personnes au début du XX^e siècle (8,4 % de la population mondiale), elle en compte aujourd'hui 784 millions (13 % de la population mondiale) et en aura probablement 1 250 à 1 810 millions dans deux générations (16,7 à 18,5 %).

12. T. Bierschenk et O. de Sardan, (dir.), *Les pouvoirs au village*, Karthala, Paris, 1998 ; *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Karthala, Paris, 2000 ; A. Mbembe, *De la post-colonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Karthala, Paris, 2000.